**Modification du décret
n°70-738 du 12 août 1970
portant statut particulier des
conseillers principaux et conseillers
d'éducation**

NOR : MENF8902173 D
RLR : 830-0

Décret n° 89-730 du 11 octobre 1989

(Premier ministre : Éducation nationale, Jeunesse et Sports ; Économie, Finances et Budget ; Fonction publique et Réformes administratives ; Enseignement technique)

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 mod., ens. L. n° 84-16 du 11-1-1984 mod. ; L. n° 89-486 du 10-7-1989 ; D. n° 51-1423 du 5-12-1951 mod. ; D. n° 59-308 du 14-2-1959 mod. par D. n° 89-66 du 4-2-1989 ; D. n° 70-738 du 12-8-1970 mod. par D. n° 81-486 du 8-5-1981, n° 83-1050 du 25-11-1983, n° 85-1516 du 31-12-1985, n° 86-1089 du 7-10-1986, n° 88-346 du 11-4-1988, n° 88-376 du 18-4-1988 et n° 89-572 du 16-8-1989 ; D. n° 87-496 du 3-7-1987 ; avis CTP minist. du 12-7-1989 ; avis cons. sup. fonc. publ. de l'État 25-7-1989 ; Cons. d'État (sec. fin.) ent.

Article premier. — Les articles 2 et 3 du décret du 12

VI

août 1970 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 2. — Le corps des conseillers d'éducation comporte un seul grade qui comprend onze échelons.

« Le corps des conseillers principaux d'éducation comporte deux classes :

- « 1. La classe normale qui comporte onze échelons ;
- « 2. La hors-classe qui comprend six échelons.

« Le nombre des emplois de conseiller principal d'éducation hors-classe ne peut excéder 15 % de l'effectif budgétaire des conseillers principaux d'éducation de classe normale ».

« Article 3. — Les conseillers principaux d'éducation et les conseillers d'éducation exercent leurs fonctions dans les établissements publics d'enseignement du second degré et, à titre exceptionnel, dans d'autres établissements ou services relevant du ministère de l'Éducation nationale ».

Art. 2. — L'article 4 du décret du 12 août 1970 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4. — Sous l'autorité du chef d'établissement et éventuellement de son adjoint, les conseillers principaux d'éducation et les conseillers d'éducation exercent leurs responsabilités éducatives dans l'organisation et l'animation de la vie scolaire, organisent le service et contrôlent les activités des personnels chargés des tâches de surveillance.

« Ils sont associés aux personnels enseignants pour assurer le suivi individuel des élèves et procéder à leur évaluation. En collaboration avec les personnels enseignants et d'orientation, ils contribuent à conseiller les élèves dans le choix de leur projet d'orientation ».

Art. 3. — Il est inséré à l'article 5 du décret du 12 août 1970 susvisé un avant-dernier alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Pour chaque concours, le jury établit par ordre de mérite la liste des candidats admis. Il peut établir une liste complémentaire. Le nombre des nominations de candidats inscrits sur la liste complémentaire ne peut excéder 30 % du nombre des emplois offerts ».

Art. 4. — L'article 6 du décret du 12 août 1970 susvisé est abrogé.

Art. 5. — Les articles 7 et 8 du décret du 12 août 1970 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 7. — Un arrêté du ministre chargé de l'Éducation et du ministre chargé de la Fonction publique fixe les modalités des concours mentionnés à l'article 5 ci-dessus.

« Article 8. — Les candidats reçus aux concours prévus à l'article 5 ci-dessus sont nommés conseillers principaux d'éducation stagiaires. Ils accomplissent dans un centre de formation un stage d'un an, sanctionné par le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller principal d'éducation dont les modalités sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'Éducation.

« Le stage des candidats qui sont admis au concours de conseiller principal d'éducation et qui ont déjà bénéficié d'une formation dans un centre mentionné à l'alinéa précédent peut être organisé dans un ou plusieurs établissements publics d'enseignement.

« Les conseillers principaux d'éducation stagiaires ayant obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller principal d'éducation sont titularisés en qualité de conseiller principal d'éducation.

« Ceux qui n'ont pas obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller principal d'éducation peuvent être autorisés par le ministre chargé de l'Éducation à effectuer une seconde année de stage à l'issue de laquelle ils sont titularisés dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

« Les stagiaires qui n'ont pas été autorisés à effectuer une seconde année de stage ou qui, à l'issue de seconde année de stage, n'ont pas obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller principal d'éducation sont soit licenciés, soit réintégrés dans leur corps d'origine s'ils avaient la qualité de fonctionnaire.

« Le temps accompli en qualité de stagiaire est pris en compte dans la limite d'une année pour le calcul de l'ancienneté dans le corps des conseillers principaux d'éducation. »

Art. 6. — Le dernier alinéa de l'article 9 du décret du 12 août 1970 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de « 105 » lire : « 115 ».

Art. 7. — L'article 10 du décret du 12 août 1970 susvisé est abrogé.

Art. 8. — L'article 10-5 du décret du 12 août 1970 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 10-5. — L'avancement d'échelon des conseillers d'éducation a lieu partie au grand choix, partie choix, partie à l'ancienneté. Il a effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-dessous :

Échelon	Grand choix	Choix	Ancienneté
du 1 ^{er} au 2 ^e échelon	1 an	1 an	1 an
du 2 ^e au 3 ^e échelon	1 an	1 an 6 mois	1 an 6 mois
du 3 ^e au 4 ^e échelon	1 an	1 an 6 mois	1 an 6 mois
du 4 ^e au 5 ^e échelon	2 ans	2 ans 6 mois	2 ans 6 mois
du 5 ^e au 6 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 6 ^e au 7 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 7 ^e au 8 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 8 ^e au 9 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans
du 9 ^e au 10 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois
du 10 ^e au 11 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois

Art. 9. — Il est inséré dans le décret du 12 août 1970 revisé des articles 10-6 à 10-10 ainsi rédigés :

Article 10-6. — L'avancement d'échelon des conseillers principaux d'éducation de classe normale a lieu par le grand choix, partie au choix, partie à l'ancienneté. A l'effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-dessous :

Échelon	Grand choix	Choix	Ancienneté
du 1 ^{er} au 2 ^e échelon			3 mois
du 2 ^e au 3 ^e échelon			9 mois
du 3 ^e au 4 ^e échelon			1 an
du 4 ^e au 5 ^e échelon	2 ans	2 ans 6 mois	2 ans 6 mois
du 5 ^e au 6 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 6 ^e au 7 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 7 ^e au 8 ^e échelon	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
du 8 ^e au 9 ^e échelon	2 ans 6 mois	4 ans	4 ans 6 mois
du 9 ^e au 10 ^e échelon	3 ans	4 ans	5 ans
du 10 ^e au 11 ^e échelon	3 ans	4 ans 6 mois	5 ans 6 mois

« Article 10-7. — Pour les personnels visés aux articles 10-5 et 10-6 ci-dessus, placés sous son autorité, le recteur établit, pour chaque année scolaire, les listes des fonctionnaires promouvables de chacun des deux corps et prononce, après avis de la commission administrative paritaire académique, les avancements d'échelon dans les limites de :

« a) 30 % de l'effectif des fonctionnaires atteignant, au cours de l'année considérée, l'ancienneté d'échelon requise pour être promu au grand choix et inscrits sur ces listes ;

« b) cinq septièmes de l'effectif des fonctionnaires atteignant, au cours de l'année considérée, l'ancienneté d'échelon requise pour être promu au choix et inscrits sur ces listes.

« Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au grand choix ou au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de service prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

« Pour les conseillers principaux d'éducation de classe normale et les conseillers d'éducation détachés, mis à disposition ou affectés dans un service ou établissement non placé sous l'autorité d'un recteur, le ministre établit, pour chaque année, les listes de fonctionnaires promouvables et prononce les avancements d'échelon, après avis de la commission administrative paritaire nationale, dans les conditions fixées ci-dessus.

« Article 10-8. — Les conditions d'avancement d'échelon des conseillers principaux d'éducation hors-classe sont fixées conformément au tableau ci-dessous :

Échelon	Durée d'échelon
du 1 ^{er} au 2 ^e échelon	2 ans 6 mois
du 2 ^e au 3 ^e échelon	2 ans 6 mois
du 3 ^e au 4 ^e échelon	2 ans 6 mois
du 4 ^e au 5 ^e échelon	2 ans 6 mois
du 5 ^e au 6 ^e échelon	4 ans

« Les promotions prennent effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-dessus.

« Le recteur prononce, pour chaque année scolaire, les promotions des personnels placés sous son autorité.

« Le ministre prononce, pour chaque année scolaire, les promotions des conseillers principaux d'éducation détachés, mis à disposition ou affectés dans un service ou établissement non placé sous l'autorité d'un recteur.

« Article 10-9. — Dans la limite d'un contingent budgétaire d'emplois, peuvent être promus à la hors-classe les conseillers principaux d'éducation de classe nor-

male ayant atteint au moins le septième échelon de leur classe.

« Le tableau d'avancement est arrêté chaque année par le ministre chargé de l'Éducation, sur proposition du recteur ou de l'autorité auprès de laquelle le conseiller principal exerce ses fonctions, après avis de la commission administrative paritaire nationale.

« Le nombre des inscriptions sur le tableau d'avancement ne peut excéder de plus de 50 % le nombre des emplois budgétaires vacants.

« Les promotions sont prononcées par le ministre chargé de l'Éducation dans l'ordre d'inscription au tableau annuel d'avancement.

« Article 10-10. — Les conseillers principaux d'éducation de classe normale promus à la hors-classe sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans la classe normale. Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 10-8 ci-dessus pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans l'échelon de leur ancienne classe lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur promotion est inférieure à celle que leur aurait procurée un avancement d'échelon dans leur ancienne classe.

« Toutefois, les conseillers principaux d'éducation ayant atteint le 11^e échelon conservent l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans cet échelon, dans la limite du temps nécessaire à une promotion d'échelon.

« Le recteur procède au classement des personnels placés sous son autorité.

« Le ministre procède au classement des conseillers principaux d'éducation non placés sous l'autorité d'un recteur. »

Art. 10. — Le chapitre IV du décret du 12 août 1970 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IV

« Dispositions diverses

« Article 11. — Les mutations sont prononcées par le ministre chargé de l'Éducation, après avis des formations paritaires mixtes, dans les conditions prévues par le décret du 3 juillet 1987 susvisé. Elles prennent effet à la rentrée scolaire.

« Les conditions de dépôt des demandes de mutation sont fixées par le ministre. Le tableau des mutations est établi annuellement.

« Article 12. — L'article 61 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée n'est pas applicable aux corps des conseillers principaux et conseillers d'éducation.

« Article 13. — Peuvent être placés en position de détachement dans un emploi de conseiller principal d'éducation, dans la limite de 5 % de l'effectif budgétaire du corps des conseillers principaux d'éducation, les fonctionnaires titulaires de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, appartenant à un corps de catégorie A et justifiant d'un des titres ou diplômes requis des candidats au concours externe.

« Article 14. — Le détachement est prononcé après avis de la commission administrative paritaire nationale à équivalence de grade, à un échelon comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps d'origine.

« Le fonctionnaire détaché conserve, dans la limite de l'ancienneté maximale de service exigée pour l'accès à l'échelon supérieur de son nouveau grade, l'ancienneté d'échelon acquise dans son précédent emploi lorsque le détachement lui procure un avantage inférieur à celui qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans son corps d'origine ou qui a résulté de sa nomination audit échelon si cet échelon était le plus élevé de son précédent emploi.

« Article 15. — Les fonctionnaires placés en position de détachement concourent pour les avancements de classe et d'échelon dans le corps des conseillers principaux d'éducation avec l'ensemble des fonctionnaires relevant de ce corps. À l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de leur détachement, ils peuvent, sur leur demande et sous réserve d'une inspection favorable, être intégrés dans le corps des conseillers principaux d'éducation. Toutefois les personnels appartenant à la deuxième classe de la deuxième catégorie du corps des personnels de direction d'établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'Éducation nationale peuvent être intégrés, sur leur demande, à l'expiration d'un délai d'un an. Les intéressés sont nommés à la classe et à l'échelon qu'ils occupent en position de détachement et conservent l'ancienneté d'échelon acquise.

« Les services accomplis dans le corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration. »

Art. 11. — Les articles 16 et 16 bis du décret du 12 août 1970 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

CHAPITRE V

« Dispositions transitoires

« Article 16. — À titre transitoire, le pourcentage prévu à l'article 2 ci-dessus sera atteint en cinq ans selon l'échéancier suivant :

« 5 % au 1^{er} septembre 1989

« 8 % au 1^{er} septembre 1990

« 11 % au 1^{er} septembre 1991

« 14 % au 1^{er} septembre 1992

« Article 17. — Les conseillers principaux d'éducation titularisés ou nommés en qualité de stagiaire antérieurement au 1^{er} septembre 1989 sont classés à cette date selon les modalités suivantes :

« — Les conseillers principaux d'éducation ayant atteint les premier, deuxième ou troisième échelons sont classés compte tenu de leur ancienneté de grade dans la classe normale du corps des conseillers principaux d'éducation conformément aux dispositions de l'article 10-6 ci-dessus. L'ancienneté de grade est calculée sur la base de la durée d'avancement la plus longue ;

« — Les conseillers principaux d'éducation ayant atteint au moins le quatrième échelon bénéficient d'une bonification d'ancienneté de deux ans.

« Article 18. — Jusqu'à l'extinction du corps des conseillers d'éducation, les conseillers d'éducation peuvent, à compter de la rentrée scolaire 1990, être nommés, dans la limite d'un contingent d'emplois fixé annuellement, en qualité de conseiller principal d'éducation de classe normale, après inscription sur une liste d'aptitude arrêtée par le ministre chargé de l'Éducation après avis de la commission administrative paritaire nationale des conseillers principaux d'éducation. Les intéressés doivent justifier de cinq années de services publics.

« Ils sont titularisés par arrêté du ministre chargé de l'Éducation.

« Ces dispositions se substituent, à titre transitoire, à celle prévues au dernier alinéa de l'article 5 ci-dessus.

« Article 19. — Les commissions administratives paritaires du corps des conseillers principaux d'éducation, instituées par le décret du 3 juillet 1987 susvisé, sont compétentes jusqu'à expiration du mandat de leurs membres, pour l'examen des questions concernant les conseillers principaux d'éducation hors-classe. »

Art. 12. — Le ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, le ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, le ministre d'État, ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, chargé du Budget et le secrétaire d'État, auprès du ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Enseignement technique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet au 1^{er} septembre 1989 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

10 du 12 octobre 1989)